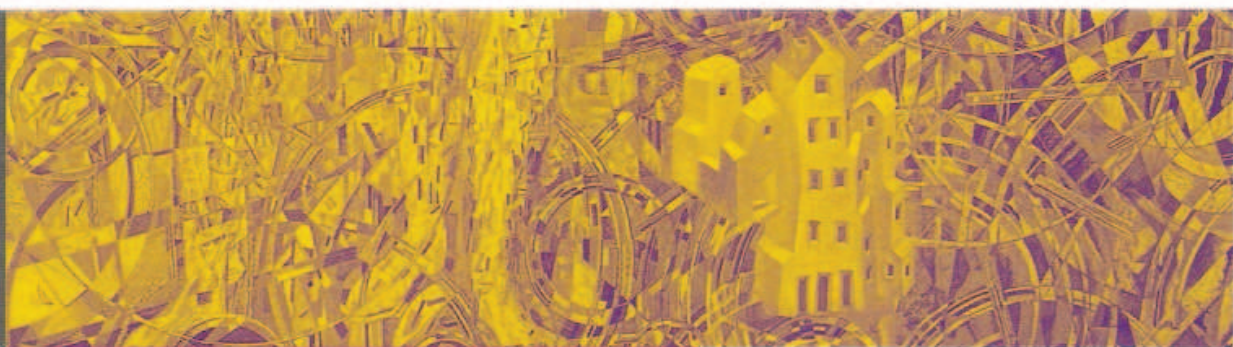


Jean-Michel Servet

Le grand renversement

De la crise
au renouveau solidaire


desclee
de
brouwer



SOLIDARITÉ ET SOCIÉTÉ

Monétarisation et marchandisation

La base de la financiarisation est une expansion considérable de la monétarisation, du fait d'une banalisation de l'argent et d'une marchandisation à travers toute la planète des conditions mêmes de reproduction des ménages et des micro-entreprises.

À l'échelle de l'histoire humaine, la proportion contemporaine des activités qui, dans chaque société, impliquent directement des flux monétaires est sans doute inédite à ce degré. Il suffit de comparer le poids relatif des dépenses monétarisées au sein des budgets familiaux dans les diverses sociétés connues pour conclure que cette différence quantitative, exprimée par le volume et la proportion de ce type de transactions, crée ici une différence qualitative dans le processus de financiarisation. Si, de façon très localisée, certaines sociétés ont connu un usage intensif et étendu de moyens de paiement pour la vie courante (c'est le cas notamment de certaines cités à l'époque hellénistique, de l'Égypte lagide ou de la Rome antique et peut-être de beaucoup d'autres dont la trace a été perdue), ce qui frappe aujourd'hui c'est l'universalité du phénomène. Cette monétarisation considérablement accrue des rapports sociaux est depuis longtemps évidente pour ce qui est des modes de vie urbains. Ces usages sont ceux de moyens de paiement standardisés pour des règlements dans des sociétés à division du travail et subdivision des tâches complexes. Ce sont aussi des pratiques de règlement échéancé (qui peuvent être formelles ou informelles). Au cours du dernier quart du XX^e siècle, cette monétarisation a été aussi particulièrement forte notamment dans les zones rurales. Même si leur part dans la population mondiale décroît (tout en étant encore très importante, presque la moitié de celle-ci), le nombre absolu de ceux qui y réside continue d'augmenter.

Si l'on compare l'évolution des budgets familiaux, il est indubitable que dans la plupart des pays, l'autoconsommation, pour ce qui touche à l'alimentation et au logement notamment, a considérablement

diminué*. Or ces deux postes budgétaires constituent encore pour de nombreuses fractions de la population mondiale, en particulier les familles les plus démunies, celles que l'on dit « modestes », une part très importante de leurs dépenses. Dans de nombreuses sociétés de par le monde, les groupes familiaux produisaient une grande part de ce qu'ils consommaient. Là des greniers et le bétail, ailleurs des pagens tissés localement constituaient une sorte d'épargne en nature. Les économistes ont à maintes reprises insisté sur cette autoconsommation et l'ont confondue avec l'absence ou le caractère marginal d'une part de pratiques monétaires et d'autre part des échanges dans les zones rurales. Cette diminution de l'autoconsommation familiale et la marchandisation des conditions de reproduction des familles et des communautés locales constituent une régression du privé, au sens de l'intime⁹⁰.

Même si elle s'est réduite, la production domestique n'a pas disparu. On pourrait difficilement la remplacer par le marché ou par l'État pour ce qui est notamment de la prise en charge de l'entretien des enfants, alors qu'elle l'est de plus en plus pour les vieillards quand la relation a pu en partie être collectivisée et financiarisée. La famille n'a pas été remplacée par des groupes solidaires autonomes de type phalanstère comme cela a été imaginé par certains socialistes utopiques notamment dans le deuxième quart du XIX^e siècle⁹¹ et par des penseurs communautariens presque cent cinquante ans plus tard. Tout n'a donc pas été marchandisé. Mais les unités domestiques fonctionnent de façon réduite et contrainte de l'extérieur par la logique des marchés et de l'accumulation capitaliste. Au cours des dernières années, la part dans les budgets

* Celle-ci peut cependant connaître des phases de regain lors de situations de troubles, comme cela a été observé dans les villes du Congo démocratique dans les années 1990 et 2000 ou par Eveline Baumann dans la Géorgie post-soviétique (Eveline BAUMANN, Jean-Michel SERVET, « La microfinance, une extension des marchés financiers: réflexions à partir d'expériences sur trois continents (en Géorgie, en Inde et au Sénégal) », in Valeria HERNANDEZ, Pépita OULD-AHMED, Jean PAPAIL, Pascale PHÉLINAS (éd.), *Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 123-151).

familiaux des consommations contraintes (en matière de logement, de transport, de consommations énergétiques et d'alimentation) s'est accrue du fait de la diminution considérable de l'autoproduction, de l'accroissement du prix de ces biens et services et de la quasi-disparition de leur distribution administrée ou de soutiens publics. On a assisté aussi à une explosion du coût de la protection sociale. Elle a été sortie du réconfort ou du fardeau des familiers et du voisinage pour être prise en charge de façon socialisée (dans le cadre d'institutions publiques ou privées à but lucratif ou non). Ceci a engendré des coûts considérables (et a accru dans de nombreux pays la financiarisation par les fonds de pension et d'assurances) alors que les États se trouvent dans une incapacité de plus en plus forte d'y faire face sans rompre des consensus précaires dans la répartition primaire des revenus et leur redistribution partielle. Et les moyens monétaires des familles permettent mal, pour le grand nombre d'entre elles, de couvrir leur protection de façon autonome par ces assurances privées.

La croissance de la monétarisation correspond à une réduction considérable de la part des activités humaines répondant à une logique domestique ou administrée. Certains pays, y compris en développement, ont mis en place des programmes qui apportent des ressources complémentaires aux budgets de familles à faibles ressources. Ceci favorise aussi la monétarisation des dépenses, à la différence de ce qui consisterait par exemple en prestations en nature. Ceci peut aussi contribuer à alimenter les flux financiers à un niveau local dont bénéficient par ailleurs les institutions de microfinance, tout comme les prêteurs privés informels locaux. On rencontre particulièrement en Amérique latine de tels programmes avec des injections monétaires visant surtout à couvrir des dépenses de santé et d'éducation des familles⁹².

Les historiens et les anthropologues témoignent de l'existence des formes de monnaies qui étaient en grande partie exclues des usages quotidiens de l'argent que nous connaissons. Elles servaient dans des

moments exceptionnels de la vie dans les familles et les communautés, dans leurs alliances politiques, etc. Les instruments monétaires et les échanges se trouvaient ainsi fortement cloisonnés et hiérarchisés. Ils pouvaient même être exclus des relations dites « marchandes » ou « commerciales », pour n'entrer que dans des usages pensés comme « sociaux », « rituels » ou « politiques ». De façon manifeste, ces monnaies avaient une odeur, une résonance et une couleur⁹³. Sans disparaître, les cloisonnements se sont recomposés pour servir principalement à une bonne gestion fonctionnelle des recettes et des dépenses. Les fongibilités entre usages font que certains d'entre eux qui correspondaient à des moments essentiels de la vie des familles et des communautés se sont comme vulgarisés. Ces décroisonnements et cette banalisation exercent une considérable pression additionnelle sur les besoins d'argent. En Inde notamment, les dernières décennies du XX^e siècle ont connu une inflation du montant des dots. Ainsi, dans le sud de l'Union, le mariage traditionnel sans dot entre cousins régresse au profit du mariage exogamique avec dot qui est versée par la famille de l'épouse. Elle est composée de monnaies et de biens qui sont achetés. Le problème est que, dans d'anciennes pratiques de ce type, les instruments monétaires servant à ces usages n'avaient pas un pouvoir d'acquisition quasi universel. Pour préserver certaines hiérarchies, il y avait peu ou même il n'y avait pas de communication directe avec les instruments monétaires pour ceux qui servaient à de vils usages marchands. La montée de la valeur vénale d'une large fraction des biens et des services (qui crée des interchangeabilités entre eux) a tendu à une dépréciation ou à une soumission de tous les autres types de valeur⁹⁴. Les activités humaines tendent à se réduire à une fonction de *gagner sa vie* au détriment des autres finalités. Le phénomène n'est pas totalement inédit ; mais, le degré auquel celle-ci subsume les autres n'a sans doute jamais été jusque-là atteint.

Ainsi, de plus en plus banalisé, l'argent est devenu une condition tant de vie que de survie des populations qui ont été, plus ou moins

rapidement selon les sociétés, soumises à un vaste mouvement de transformation. En cela, on peut parler de contraintes à la financiarisation, dans la mesure où, pour vivre au sens social du terme et pour subsister au sens physique du verbe, même les personnes les plus démunies sont obligées d'avoir des revenus monétarisés. Le numéraire n'est plus seulement destiné à satisfaire des moments sociaux essentiels qui s'insèrent dans la reconnaissance de hiérarchies de valeurs morales différentes et complémentaires.

L'hypertrophie financière

La financiarisation s'est appuyée à un second étage sur l'intermédiation des paiements et des transferts, d'où une nécessité de plus en plus forte et devenue quasi universelle d'un accès à des services bancaires ou assimilés. Le *mobile banking* (les règlements par téléphone portable)⁹⁵ constitue un des plus récents avatars de cette intermédiation croissante des paiements. La financiarisation se fait aussi à ce niveau de l'intermédiation par l'institutionnalisation de l'épargne, en particulier de sa fraction servant à la couverture des risques par assurance privée et à la protection sociale dont les systèmes de retraite par capitalisation. Elle se fait par le recours indispensable à des crédits pour entreprendre des activités génératrices de revenus et permettant de gérer dans le temps ressources et dépenses familiales. Ce second niveau, en prenant lui aussi une ampleur sans précédent, a rendu nécessaire un accès effectif par chacun à des services financiers, autrement dit une inclusion financière. Grâce aux décloisonnements des opérations financières, cette monétarisation et cette intermédiation offrent les conditions de transformations financières.

Pour fonctionner, cet ensemble nécessite des interdépendances de plus en plus fortes entre les différents étages de la financiarisation, qui s'alimentent réciproquement. Ces interdépendances sont établies par des relations qui sont pensées comme autant de